RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vitrolles
vivre ensemble

ARRETE MUNICIPAL

DIRECTION : POLICE ADMINISTRATIVE
PERMIS DE STATIONNEMENT

N° 22-164
Date : 21 JUIL. 2022
Mis en ligne le : 21 JUIL. 2022

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
Objet : Exploitation de deux étals journaliers
Situés : Place de Provence
Validité : 31 décembre 2026
N° Acte : 3.5

Le Maire de la commune de Vitrolles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et suivants ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L 2122-1 à 4 et L 2125-1 ;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L 113-2 ;
Vu le Code de la Route ;
Vu l'arrêté municipal n° VRC 14-104 du 26 mars 2014 ;
Vu les arrêtés municipaux n° VRC P 22-001 et VRC P 22-004 portant règlementation de circulation dans le Centre Urbain ;
Vu la délibération du conseil municipal n° 22-90 du 31 mai 2022 relative aux tarifs publics ;
Vu la demande par laquelle Monsieur MUSMANN Michaël, Directeur Général du commerce alimentaire « Utile » situé place de l'Hôtel de Ville, 13127 Vitrolles, sollicite l'autorisation d'exploitation de deux étals journaliers sur le domaine public communal ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET
Le présent permis de stationnement est accordé à Monsieur MUSSMAN Michaël, directeur général du magasin Utile, par la Commune de manière exclusive au titre d'un droit d'occupation superficielle, précaire, révocable de son domaine public.
A cet effet, la Commune met à la disposition du détenteur, le droit d'occuper, sur la place de Provence, au droit de la devanture du commerce alimentaire « Utile », une surface dans les conditions prescrites aux articles 2, 3, 4 et 5 du présent document.
Cette autorisation d'occupation temporaire du domaine public prend effet à la date de notification au permissionnaire.

ARTICLE 2 - FINALITE
Le permis de stationnement autorise son détenteur à exploiter le domaine public de la manière suivante : « Exploitation d'un étal journalier **sans emprise au sol** ».
L'exploitation du domaine public est en rapport avec l'APE 4711C et le SIRET 573 750 619 02100.
La Commune propriétaire conserve son droit de contrôle sur l'utilisation du bien affecté.

ARTICLE 3 - REDEVANCE
Le détenteur de la présente autorisation est tenu au paiement d'une redevance prévue dans la délibération annuelle des tarifs publics communaux. Elle est acquittée dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre, par l'exploitant de l'étal.
Pour l'année 2022, la redevance annuelle d'occupation du domaine public est fixée à 1,5 € le m² par mois, payable d'avance en une seule fois. Le montant de cette redevance est révisable chaque année.

ARTICLE 4 – MOBILIER ET EMPLACEMENT
Cette occupation se matérialise par l'exploitation de deux étals journalier d'une largeur de 1,30 m x 0,70 m chacuns, soit 1,82 m², sous les arcades, au droit de la facade de l'établissement « Utile ».
Le maintien de l'étal, en dehors des heures d'ouvertures, n'est pas autorisé. Le créneau d'exploitation est fixé de l'ouverture à la fermeture de l'établissement.
Le mobilier d'exploitation devra présenter toutes les normes de sécurité permettant l'activité considérée. Il devra également présenter un aspect valorisant pour le site. L'exploitant de l'étal doit maintenir son installation et mobilier dans un parfait état de propreté et d'entretien. Il devra, en outre, assurer le nettoyage régulier de l'espace public occupé et veiller à l'absence de déchet ou dépôt qui pourrait présenter un risque pour les piétons.
L'aire concédée devra retrouver son aspect initial après chaque exploitation.
Il est strictement interdit de modifier le sol du domaine public ou d'y fixer quoi que ce soit ou d'y stocker des cartons, palettes ou matériel non destiné à l'activité commerciale.

ARTICLE 5 – ACCESSIBILITE
L'exploitation de ces étals ne devra en aucun cas générer une gêne de la circulation piétonne et l'accessibilité devra être préservée :
- La continuité du cheminement piétonnier doit être maintenue (1,40 m de largeur minimum),
- Les étals ne doivent pas obstruer la lisibilité ou l'accessibilité des vitrines de commerces voisins ou entrées des immeubles,
- Les étals ne doivent en aucun cas obstruer un regard présent sur la voie publique (fluides, électricité…) et son exploitant devra veiller à dégager les accès aux immeubles riverains, les bouches d'incendie ou sorties de secours,
- En outre, l'exploitant devra faciliter le travail des agents techniques de maintenance qui pourraient devoir effectuer une intervention sur un regard dans l'emprise des étals,
- Enfin, les étals ne doivent en aucun cas entraver l'accès des services de secours ou de sécurité.

ARTICLE 6 – ASSURANCE
Le détenteur de l'autorisation devra contracter une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile en cas de sinistre lié à l'activité.

ARTICLE 7 – PERIMETRE DES MARCHES FORAINS
Pour les emplacements d'étals situés sur les périmètres des marchés, le placier et la commune déterminent les éventuelles règles de cohabitation entre commerçants sédentaires et forains, en se référant le cas échéant au contrat de concession en cours.

ARTICLE 8 - DUREE
Le présent permis de stationnement prend effet à la date de notification au bénéficiaire et sera valide jusqu'au 31 décembre 2026. Il est renouvelable sur demande expresse effectuée 3 mois avant la date d'échéance de l'autorisation.
Le détenteur signalera immédiatement tout changement modifiant ou aliénant les termes de ce document (changement dans la nature du commerce, cessation d'activité, dépôt de bilan…). La résiliation intervient dans l'un des cas consignés à l'article 10. La cession d'activité ou la fermeture de l'établissement entraîne de fait la résiliation de la présente autorisation.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE
Le permissionnaire doit se conformer aux dispositions prescrites par les textes susvisés et sera tenu responsable de tout accident ou de tout préjudice qui pourrait survenir du fait de l'installation de cet étal.

ARTICLE 10 - RESILIATION
La résiliation pourra intervenir, après un préavis de deux (2) mois donné par le détenteur du présent permis, sous forme d'une lettre recommandée avec avis de réception.
Elle interviendra de plein droit, sans délai ni conditions, sur l'initiative de la Commune et dans les cas suivants :
- Manquement à l'une des clauses énumérées au présent arrêté,
- Condamnation du détenteur entrainant la fermeture administrative de son établissement,
- Nécessité de reprise par la Commune, quelle qu'en soit la cause,
- Troubles à l'ordre public constituant une infraction, dûment constatés par un service de police,
- Absence de réponse aux demandes de mise à jour du dossier durant la validité du permis de stationnement.

ARTICLE 11 – ABROGATIONS
Toute autre autorisation portant sur le même objet que le présent arrêté est abrogée à la date de sa notification.

ARTICLE 12 - RECOURS
Le présent arrêté municipal peut être contesté devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa prise d'effet.

ARTICLE 13 - AFFICHAGE ET EXECUTION
Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L 2131-1 du CGCT accomplies.
Monsieur le Directeur Général des Services, et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 14 - AMPLIATION
Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Sous-préfecture d'Istres,
- Madame la Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur de Cabinet,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Madame la Directrice Générale Adjointe Vie Citoyenne et Développement Urbain,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Voirie Réseaux Circulation,
- Madame la Directrice Economie Emploi.

Loïc GACHON,
Maire de Vitrolles

MAIRIE de VITROLLES 13127